

la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin avec la collaboration de Michel Cahen, Bruno Losch, Jean-Pascal Daloz, Véronique Faure, Pierre Janin, Comi M. Toulabor, Jean-Louis Triaud.

BUIJTENHUIJS (Robert) — La Conférence nationale souveraine du Tchad. Un essai d'histoire immédiate. — Paris, Karthala, 1993, 212 pages.

Robert Buijtenhuijs fut le seul étranger à assister de bout en bout à la Conférence Nationale du Tchad. Admis sans réserve en qualité d'observateur, il finit par se prendre au jeu : « dans les couloirs, je me démenais comme tout le monde pour rallier d'autres participants à mes thèses » (p. 10). Sommet de virtuosité dans l'observation participante, qui constitue l'un des éléments d'attraction de ce travail.

Pourtant, la mise en train est plus laborieuse. Dans les premières pages, l'appel aux sentiments, voire aux larmes (p. 12), paraît discutable. Et puis le charme agit. Les notations trop personnelles font place à une analyse méthodique de ce « phénomène social total » (pour reprendre l'heureuse expression de F. Eboussi Boulaga à propos des Conférences nationales africaines) que constitue ce moment exceptionnel de l'histoire tchadienne, dont nul ne sait encore s'il sera célébré par la mémoire nationale, ou s'il ira rejoindre la longue série des occasions manquées. A deux reprises, fasciné par son objet, R. B. évoque même 1789 et les « Cahiers de doléances », si fort est le sentiment qu'il a d'assister à une grande scène historique.

Cette Conférence durera près de trois mois (15 janvier - 7 avril 1993) et réunira plus d'un millier de Tchadiens. R. B. montre notamment comment une Conférence nationale soigneusement programmée par le pouvoir échappe progressivement à ses maîtres — du moins dans le périmètre qui lui est alloué — et comment elle construit au prix de débats interminables, prolongés à deux reprises, un nouveau modèle constitutionnel, destiné à prémunir le pays contre toute tentative d'arbitraire. La composante la plus fascinante de cette assemblée est celle des « personnalités ressources » — néologisme franco-tchadien rendu en langue sara par « les gens qui savent beaucoup de choses » (p. 12). Sous ce nom sont rassemblés tous les « éclopés » de l'histoire tchadienne, qui n'en manque pas, anciens ministres, anciens chefs de faction, qui profitent de la grand-messe pour prendre encore une fois la parole. Dans une assemblée qui a soif d'histoire (p. 104), ils sont les témoins vivants des luttes passées. Seul manque à l'appel Hissène Habré, le grand absent, décidément irrécupérable. Rien d'essentiel à l'intérieur et à l'extérieur de la Conférence nationale n'échappe à la vigilance de l'auteur, qui a su ainsi réduire trois mois de notes en un exposé clair et vigoureux.

Mais, de temps en temps, les « bons sentiments » de l'auteur refont surface. R. B. ne peut, en particulier, se défaire

d'un préjugé favorable, déjà ancien, à l'égard d'Idris Déby, et ses arguments en la matière paraissent singulièrement faibles. Il veut « parier sur la sincérité de Déby » (p. 38). Il ne cesse de se dire frappé, en écoutant les discours du président (mais qui donc les écrit ?...) par son « accent de sincérité authentique » (p. 38 et al.). Il n'est jusqu'à la décision de Déby d'appeler le Palais du Peuple « Palais du 15 janvier » (date de l'ouverture de la Conférence), qui donne à l'auteur une raison supplémentaire de se convaincre : « pour moi, une preuve que Déby y croit vraiment » (p. 135). Et, quand les choses tournent mal, c'est que « Déby est mal entouré » (p. 38) — banal stéréotype de tous les ordres tyranniques. Ce préjugé favorable à l'égard de l'homme fort du Tchad, celui qui sait, non sans talent, naviguer entre les Libyens, les Soudanais et les Français, tout en usant périodiquement, dans une anarchie contrôlée, de la terreur intérieure, rend R. B. inutilement sévère à l'égard de *N'Djaména Hebdo*, le grand organe indépendant de la capitale qui est rangé au nombre de ceux qui « n'hésitent pas à user de cette liberté et même à en abuser » (p. 17). La dialectique Nord-Sud, chère à R. B., comporte aussi certains éléments de simplification. Peut-on vraiment classer, sans plus, MM. Lamana (Baguirmi), Lol Mahamat Choua (Kanem) parmi les « Nordistes », alors qu'ils représentent plutôt une composante du Centre-Tchad qui mériterait d'être identifiée et distinguée comme telle ? On notera enfin deux incorrections distrayantes : le « blanchissement » de Maldoum (p. 25), et Idris Déby, accusé par certains d'« avoir dissolu l'Assemblée nationale » (p. 30).

Reste le bilan. Il y a du triomphalisme dans les premières conclusions. Le « Post-Scriptum », écrit sept mois plus tard, est déjà moins assuré : « Un essai non transformé ? » (p. 201). Tout montre en effet, après une année écoulée, que le pouvoir, d'abord débordé, a réduit la Conférence nationale à un non-événement. Une question — la question essentielle — n'a pas été posée : Qui détient les armes ? La Conférence nationale tchadienne prend sans doute place

parmi ces adroites stratégies des pouvoirs en place en Afrique qui, le premier moment de surprise passé, ont su, en convoquant des Conférences nationales ou en engageant des processus électoraux, garder l'avantage — selon des modalités variées —, tout en sauvant les apparences « démocratiques » à l'intention des bailleurs de fonds. Il faudra assurément un plus grand recul pour juger de l'effet, à double tranchant, de ces manœuvres.

Ces réserves formulées, ne boudons pas notre plaisir. Ce livre mûri se lit d'une traite, avec délectation. Peut-être faut-il avoir goûté au Tchad pour en apprécier toute la saveur ? Pour ceux que la « tchadologie » n'a pas encore saisis, il n'est pas trop tard. Lisez celui que les Tchadiens appellent affectueusement « Monsieur Robert » !... [J.-L. T.]

HENRY (A.), TCHENTE (G.-H.), GUILLERME-DIEUMEGARD (P.) — **Tontines et banques du Cameroun. Les principes de la Société des amis.** — Paris, Karthala, 1991, 166 p. (Économie et développement).

Loin des études spécialisées sur les performances financières des associations rotatives d'épargne et de crédit ou des habituels lieux communs sur cette forme de solidarité, « Tontines et banques du Cameroun » a le mérite d'analyser, de manière approfondie, la réalité multiforme d'une institution séculaire parfois présentée de manière quelque peu schématique. Malgré des enquêtes consacrées aux *tontines à enchères capitalisées* à Yaoundé et à Douala, la dimension sociale de la tontine est longuement et finement évoquée ; elle est toujours directement mise en relation avec les logiques financières des différents intervenants (cotisants, bailleurs de fonds, banquiers) et les débats permanents sur le rôle économique de la tontine en matière de développement.

Aucun aspect du mouvement tontinier bamiléké n'est ainsi négligé : la prise en charge des risques sociaux, le

contrôle social né de l'obligation contractuelle, le fonctionnement des différentes formes d'épargne à retrait anticipé, les savants et attractifs montages financiers des bourses d'argent réservées aux entrepreneurs les plus fortunés sont, tour à tour, analysés. Même dans le chapitre 2 où l'on aborde la question de la formation des taux d'intérêt, la lecture n'est jamais ardue et le cheminement volontairement pédagogique. Après 166 pages, nul n'est sensé ignorer les arcanes des tontines camerounaises.

En laissant souvent directement la parole aux membres de la société des amis, les auteurs réussissent parfaitement à retranscrire le vécu des réunions tontinières. Il est donc aisé de se familiariser avec les règles non écrites de cette institution africaine et de comprendre alors pourquoi la tontine, *née avec la vie*, présente à tous les événements de l'existence, ne peut pas mourir.

Bien plus, la faillite des systèmes étatiques de prise en charge des risques sociaux (Caisse nationale de prévoyance sociale) et la réorganisation des institutions financières formelles (banques et coopératives) devraient encore renforcer l'attrait des circuits tontiniers auprès de l'ensemble des ménages ruraux et urbains. C'est, en fin de compte, pour avoir quelque peu délaissé l'événementiel, pour s'intéresser à l'essence de la tontine, que cette étude est restée d'une étonnante actualité, réussissant même, avec bonheur, à être rejointe par cette même actualité ! Avec, peut-être, pour seul regret de ne pas avoir été replacée dans la problématique, plus large, de la solidarité et des transferts communautaires. [P.J.]

HERMET (Guy) — **Les désenchantements de la liberté : la sortie des dictatures dans les années 90.** — Paris, Fayard, 1993, 336 p.

Cette solide analyse comparative, entreprise, écrit l'auteur, « presque l'humeur joyeuse en 1991 » et se terminant en 1993 par les considérations

plus réservées que laisse présager le titre, se propose de dégager les invariants des transformations des régimes politiques rompant avec l'autoritarisme et s'orientant vers la démocratisation. Le champ d'observation englobe la planète entière puisqu'aussi bien sont abordés les systèmes en transformation que les vieux modèles libéraux qui servent de repère. Toutefois, et mis à part le cas espagnol qu'il connaît particulièrement bien et qui sert de référence à un modèle implicite de « sortie de dictature », deux régions du monde attirent principalement l'attention de l'auteur : l'Amérique latine où le processus s'est développé durant les années 1980 et l'Europe centrale et orientale qui ne l'aborde qu'à partir de 1989, mais avec la fulgurance que l'on sait.

Le cœur de la comparaison réside dans l'opposition des voies empruntées et des résultats obtenus dans ces deux parties du globe. Le contraste suffit à montrer les difficultés d'une généralisation. « Reste à savoir si le précédent latino-américain peut revêtir une portée suffisante pour justifier l'hypothèse de la démocratisation par la pratique, en particulier dans les pays de l'Est » (p. 294).

Au passage, la récolte est pourtant riche et les trouvailles multiples que ce soit sur les malentendus de la « démocratie » : « Mais voyons, Hongkong est une démocratie ! J'ai deux emplois, je gagne bien ma vie, je fais ce que je veux de mon argent » ou les conditions à première vue indiscernables à travers lesquelles les dictateurs « décrochent » ce que G. Hermet nomme l'« effet Tocqueville ». Et si cet ouvrage pionnier mérite d'être lu par tous ceux qui observent des transitions démocratiques, il laissera sur leur faim les africanistes dont les terrains sont traités de manière trop allusive. En tout cas, il convient de saluer une démarche qui ne s'adonne pas au culturalisme facile, pas plus d'ailleurs qu'au déterminisme simpliste : « Si incertain que soit l'avenir des pays musulmans ou de l'Afrique, il n'existe pourtant pas de peuples « prédestinés » à la démocratie et d'autre voués par nature à l'ignorer » (p. 265) [P.Q.]

ELA (Jean-Marc) — **Quand l'État pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise.** — Paris, Karthala, 1990, 268 p.

L'objectif de cet énième ouvrage du prolifique JME est de faire une lecture de l'État postcolonial à partir de la brousse et de montrer comment la paysannerie organise une riposte multiforme à ses pratiques autoritaires de développement. Si la perspective est intéressante, les résultats des courses à l'arrivée sont un peu décevants. On ne sait pas ce que l'auteur du remarquable *Le cri de l'homme africain* (L'Harmattan, 1980) dit de nouveau par rapport à ses précédents écrits que l'on ne sache déjà. JME va trop vite en besogne en surestimant les capacités de résistance du monde rural africain en affectant d'un fort coefficient politique des comportements polysémiques qui prêtent à toutes sortes d'interprétations où fatalisme et ruse ne peuvent être évacués. Si le monde rural africain est si politisé que cela, alors son absence quasi totale dans les processus de démocratisation en cours reste une énigme à éclairer. Je pense que JME fait dans le romantisme quand une démarche critique et sans concessions eût été beaucoup plus féconde. [C. M.T.]

CHIPUNGU (S.N.) (ed) — **Guardians in their Time: Experiences of Zambians under Colonial Rule.** — Londres, Macmillan, 1992, 223 p.

On peut légitimement se demander ce qui, de la sévérité ou de l'indulgence, doit l'emporter dans le compte rendu d'un ouvrage tel que celui-ci. D'un côté, les contributeurs (essentiellement zambiens), qui affirment fort classiquement leur volonté de reconsidérer la période concernée du point de vue africain, n'évitent pas toujours le manichéisme des écrits réactionnels. Les *a priori* de la littérature coloniale étaient parfois critiquables, certes, mais les travaux histo-

riques des décennies suivantes n'en manquent pas non plus : ont-ils toujours la rigueur scientifique qui serait de mise ? D'un autre côté, on a plaisir à constater que, pour une fois, on semble sortir quelque peu de la litanie des discours sur la spoliation des terres ou l'émergence d'une conscience de classe au sein du « prolétariat », thèmes rebattus s'il en est par les universitaires locaux.

Ici, il est par exemple question d'environnement, de stéréotypes ethniques, d'histoire des idées, d'entrepreneuriat noir sous la période coloniale, d'accumulation indigène dans le cadre de l'administration indirecte, ce qui constitue un louable effort de diversification. Il n'empêche que certains articles ne tiennent guère leurs promesses, soit qu'ils fassent montre d'un parti pris excessif ou adoptent un regard beaucoup trop unidimensionnel, soit qu'ils reprennent en fin de compte des analyses déjà fort ressassées. Ensuite, la volonté (affirmée d'emblée dans l'introduction) d'œuvrer dorénavant à partir de témoignages individuels ne ressort guère à la lecture des différentes contributions.

Si l'on songe aux difficultés extrêmes rencontrées par les chercheurs zambiens pour faire paraître actuellement des études inédites, cet ouvrage (publié grâce au mécénat d'une banque et agrémenté de nombreuses photographies) est d'un certain point de vue rassurant. On n'y trouve pas encore le regard froid, dénué d'arrière-pensées, qu'il serait souhaitable de porter sur cette période controversée, mais il représente déjà un relatif progrès par rapport à la dogmatique et répétitive littérature des deux décennies précédentes. [J.-P. D.]

MZALA — **Afrique du Sud. Buthelezi et l'Inkatha. Le double jeu.** — (Première édition Zed Books, Londres, 1988). Préface et postface d'Antoine Bouillon. — L'Harmattan, Paris, 1993, 287 p.

La première biographie « officielle » de Mangosuthu Buthelezi, toute à la

gloire du « chef ministre », avait été produite en 1976, sur commande, par Ben Temkin, *G. Buthelesi Zulu Statesman*, alors que l'Inkatha voyait le jour (1974) et que le mouvement culturel zoulou était en pleine progression, profitant du vide créé par l'exil des groupes d'opposition et de libération noirs, et du monopole de sa légalité sur le sol sud-africain.

Lors de sa parution en 1988 en Afrique du Sud, la très critique biographie de Buthelesi, qui est alors l'enfant chéri (*l'apôtre de la paix*) des dirigeants conservateurs de la face « occidentale » et industrialisée du monde, fit sensation et provoqua de sérieux remous en Afrique du Sud. Sous la pression de Buthelesi lui-même, l'ouvrage fut retiré des étagères des bibliothèques du Natal en 1991. L'auteur, Jabulani Nxumalo alias Mzala, qui est un des premiers à dénoncer aussi fortement Buthelesi, n'aura pas eu la satisfaction de le voir réhabilité puisqu'il décéda à Londres en février 1991, foudroyé par la maladie.

Un an plus tôt en 1987, Gerhard Maré et Georgina Hamilton, avec leur *Buthelesi's Inkatha and the Politics of « Loyal Resistance »* ouvraient l'ère de la remise en question de la politique de Buthelesi et avançaient officiellement la thèse de sa compromission avec l'appareil central de gouvernement et de l'ambiguïté de ses revendications et de son programme politique.

Mzala, courageusement, va plus loin dans sa critique et l'on sent bien qu'il a des comptes personnels à régler avec le chef du KwaZulu. Mzala est lui aussi zoulou, il a été à l'université du KwaZulu où il a, ainsi que d'autres étudiants favorables à l'idéologie de gauche et à l'ANC, subi des mesures de rétorsion de la part des autorités du homeland zoulou. Dès le premier chapitre, il s'exprime longuement sur les violences de 1983 à l'université du Zululand. Mais, si cet esprit de revanche se sent tout au long de l'ouvrage cela ne dessert pas fondamentalement l'argumentation. Cette version en prise directe sur une expérience vécue aide indiscutablement à la compréhension de l'extraordinaire complexité des réseaux de concurrence, de cooptation, de clientélisme et aussi de corruption qui s'enchevêtrent et

s'enracinent profondément dans l'histoire de la communauté de langue zoulou.

Un aspect intéressant de son ouvrage est la vivacité de sa critique, toutefois desservie par un style émotionnel et une faiblesse dès qu'il est question de l'analyse politique de la stratégie de Buthelesi, surtout quand cette réflexion est menée en parallèle avec une histoire des idées de l'ANC. En fin de compte, l'élan de Mzala se résume trop souvent, et c'est regrettable car son énergie et son courage étaient prometteurs d'effets plus probants, en un règlement de comptes avec Buthelesi sur le mode « *pourquoi as-tu trahi la ligne politique de l'ANC ?* »

Sa remise en question de la légitimité traditionnelle du premier ministre du KwaZulu reste intéressante et toujours d'actualité ainsi que la discussion des origines « royales » de Buthelesi. Mzala a le cran de remettre en doute les points forts sur lesquels Buthelesi et l'Inkatha assoient leur légitimité, avec pour auxiliaires efficaces dans cette entreprise certains organes officiels et gouvernementaux.

La version française qu'offre L'Harmattan est assez inégale et recèle de nombreuses erreurs, surtout dans les noms propres zoulou qui sont particulièrement stigmatisés par des traducteurs non spécialistes. La publication de l'ouvrage de Mzala, dans la mouvance du courant anti-apartheid français, est bienvenue, mais il faut espérer qu'elle augure des travaux originaux sur l'Afrique du Sud et en particulier une analyse plus en profondeur de la mobilisation et de la politisation des identités ethniques dont il est beaucoup question aujourd'hui et pas seulement sur le continent africain, sujet que Mzala, en son temps, tout entier dévolu à l'idéologie marxiste, n'avait même pas effleuré. [V.F.]

NWABUEZE (B.O.) — **Military Rule and Constitutionalism.** — Ibadan, Spectrum, 1992, 368 p.

En cette époque où, suite aux rocambolesques rebondissements de l'été

1993, même certains de ceux qu'a toujours passionnés l'étude scrupuleuse de l'appareil juridico-institutionnel nigérian en arrivent à douter de l'existence d'un État de droit dans ce pays, on peut s'interroger sur l'intérêt d'un ouvrage tel que celui-ci, tout à fait dans la ligne des précédents écrits de ce constitutionnaliste : se révélant certes assez consistant et fouillé mais désespérément formel. Sans doute les critiques relatives aux libertés que prennent les dirigeants militaires par rapport au cadre constitutionnel et légal, leur usage systématique des tribunaux d'exception, l'arbitraire des administrations sous leur autorité, etc., sont-elles recevables, sinon bien originales, mais on saurait difficilement suivre l'auteur quand il présente la démocratie et surtout l'adoption d'une constitution qui soit véritablement un texte suprême comme la panacée susceptible de résoudre tous les problèmes. Qu'il s'agisse des maux affectant le pays depuis des lustres, comme des remèdes envisageables, il semble un peu court d'en rester à des approches essentiellement juridiques. Un ouvrage qui manque de profondeur. [J.-P. D.]

GALLI (Rosemary E.) — **Guinea Bissau.** — Oxford/Santa Barbara/Denver, 1990, Clio Press, XXIX + 181 p., 1 carte, index (World Bibliographical Series, 121).
 SHAW (Caroline S.) — **Cape Verde.** — Oxford/Santa Barbara/Denver, 1991, Clio Press, XIX + 190 p., 1 carte, index (World Bibliographical Series, 123).

Après le *Mozambique* de Colin Darch en 1987 (cf. *Politique africaine*, n° 39, sept. 1990, pp. 197-198), Clio continue à couvrir l'Afrique lusophone dans sa série bibliographique, et l'on s'en réjouit : voici les Républiques de Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert.

Les deux volumes ne sont pas de qualité identique.

Rosemary E. Galli est avant tout une scientifique : cela ne l'empêche pas de porter des jugements politiques mais

ne restreint pas l'horizon de ses analyses. L'introduction de sa bibliographie est donc pleinement critique et montre bien, en quelques pages, l'étonnante continuité entre l'appareil d'État colonial et le nouvel État indépendant. Un seul regret : dès août 1990 (date mentionnée à la fin de l'introduction), bien que le tournant vers le pluralisme n'ait pas encore été officialisé (il le sera en octobre), le problème aurait dû être posé et l'existence d'au moins un parti d'opposition actif, le Mouvement *Bafatá*, aurait dû être mentionnée. Or aucune référence bibliographique ne le concerne et son journal *Corubal* n'est pas indiqué dans le chapitre consacré aux périodiques.

Le travail de R. Galli est on ne peut plus sérieux. Suivant *grosso modo* le plan habituel de la série, elle aborde tous les aspects de la Guinée depuis 1979, date de sa séparation des îles du Cap-Vert. Une grande qualité : l'auteur a largement puisé dans la *littérature grise* grâce à sa connaissance d'archives d'ONG comme le CIDAC de Lisbonne ou d'institutions comme l'INEP de Bissau. De ce fait, elle ne tombe pas dans l'exécrable et fréquent défaut d'ouvrages anglo-saxons qui surreprésentent les références de langue anglaise : les sources lusophones sont ô combien présentes. Bravo ! Les sources françaises sont en revanche plus faibles, car elle les a cherchées dans les collections d'Oxford et de Londres et non en France même (la coopération française est pourtant active en Guinée-Bissau et la littérature grise officielle ou d'ONG ne manque pas). Les sources en langue allemande sont beaucoup trop rares (4 références sur 584, dont 2 avec erreur d'indexation) et il n'y a aucune source cubaine ou russe. Mais je le répète : le plus important était la présence massive de sources lusophones, et cela est parfaitement respecté.

Caroline S. Shaw a produit un travail nettement plus contestable. La bibliographie compte en réalité plus que les 484 références numérotées, car certaines sources sont mentionnées dans les références. Les commentaires sont nourris — bien plus qu'un simple descriptif, une vraie petite analyse. Les entrées

sont de langue anglaise, portugaise et, trop rarement, française, allemande et créole. Par exemple aucun des travaux de M. Lesourd, géographe de l'archipel et des communautés émigrées, n'est cité ; même chose pour René Péliissier, dont les bibliographies et quelques articles abordent le pays ; ou encore D. de Brun Ferreira, spécialiste francophone du climat sahélien atlantique. Je regrette aussi beaucoup qu'elle n'ait pas plus exploré la *littérature grise*, dont des centaines d'exemplaires se trouvent facilement accessibles au CIDAC de Lisbonne. Plutôt que de remonter au XV^e siècle, une plus grande richesse contemporaine aurait été souhaitable. Dans le chapitre de « bibliographie des bibliographies », il est étonnant que ne figure pas la plus importante d'entre elles (Ilídio do Amaral, *Bibliografia Geral de Cabo Verde (Anotada e ilustrada)*, Lisbonne, 1980-81, Centro de Estudos Geográficos, 2 vol., 154 p. + 127 p.).

Ma critique la plus forte porte cependant sur un autre niveau. L'auteur a visiblement souffert du syndrome du sympathisant. Qui ne soutient, il est vrai, le Cap-Vert ? Des États-Unis à l'URSS, ce pays est l'un de ceux qui ont obtenu la plus forte aide *per capita* du monde ! Est-ce une raison pour écrire une introduction, datée de janvier 1991, ne laissant aucunement entrevoir la chute de popularité du régime, et sa chute tout court lors des élections libres de... janvier 1991 ? Il est des pages qui vieillissent vite et mal. Probablement pour la même raison, je suis en désaccord frontal avec certains commentaires — ainsi le livre de M.P. de Pina (réf. n° 9) qualifié d'« énorme masse d'informations » ; ou celui de Basil Davidson (réf. n° 231) dont la « valeur du matériel de première main ne peut être mise en doute », alors que l'un comme l'autre sont des reportages naïfs de sympathisants émerveillés — qui doivent être bien étonnés aujourd'hui !

Dans le chapitre « Politics and Government », il n'y a rien, bien sûr, sur l'opposition politique (dont la littérature grise est non négligeable) ; ni dans ce chapitre, ni dans celui sur les religions, ni même dans celui sur « Periodicals and the Media », l'impor-

tant journal d'opposition catholique, *Terra Nova*, publié légalement à Mindelo, n'est cité. N'est-ce pas quelque peu exagéré ? [M.C.]

LIMA (Aristides R.) — **Reforma Política em Cabo Verde. Do paternalismo à modernização do Estado.** — Praia (Cap-Vert), [1992], édition de l'auteur (avec le concours de la Fondation Friedrich Ebert ; imprimerie Grafedito, Praia), 171 p.

Premièrement : le livre de Aristides R. Lima est utile. Deuxièmement : je suis en désaccord total avec son contenu.

Il n'est pas fréquent que des dirigeants de partis uniques battus publient rapidement une étude politique sur l'expérience qu'ils ont vécue. C'est ce que fait A. Lima, un ancien dirigeant du PAICV (Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert), le parti unique au pouvoir à Praia de 1975 à 1990. Par ailleurs son essai de 45 pages est suivi en annexe de la reproduction des principaux textes ayant marqué la transition pluraliste dans le pays. Il faut d'ailleurs remarquer que si le PAICV a été terriblement secoué par sa défaite humiliante de janvier et mars 1991, il n'est pas mort politiquement, à l'inverse de biens d'autres formations disparaissant corps et bien après avoir perdu l'État. Il a été récemment admis comme section de l'Internationale Socialiste, ce qui dénote à ce niveau le pronostic qu'il continuera à constituer l'un des courants du nationalisme cap-verdien. Au pays, ses dirigeants n'ont pas adopté un profil bas, contestant vigoureusement les agissements des vainqueurs du MPD (Mouvement pour la démocratie).

La lecture du passé récent produite par A. Lima n'en est pas moins fortement contestable. L'auteur pratique admirablement l'art de l'esquive. Ainsi il nous signale que, lors des élections de 1975, il n'y avait pas de législation de parti unique et que des groupes de citoyens avaient la capacité juridico-politique de présenter des candidats

(p. 8). C'est exact ; mais il ne nous dit pas pourquoi finalement, seul le PAIGC présenta des candidats ; il ne nous dit pas que les velléités desdits groupes de se présenter (notamment certains soutenus par l'Église catholique) ont été fermement encouragées à ne pas s'exprimer sous peine de briser l'unité nationale...

La définition du régime de parti unique est fantastique. J'ai déjà écrit que le parti unique aux îles du Cap-Vert a été, somme toute, modéré. Est-ce suffisant pour écrire que « le régime politique institué dans le pays présentait parfaitement des éléments structurels, substantiels et juridiques d'une démocratie » ? Admirons l'exquise présentation, avec l'adverbe « parfaitement » accolé à la forme indéfinie du substantif « éléments » (*des* éléments et non *les* éléments)... Et quels éléments ? Des organes représentatifs élus ou constitués sur la base de la *participation* de la population, et un parti unique... *médiateur* [sic !] entre la société et l'État. L'auteur ne craint pas, quelques lignes plus loin, d'écrire que « pour la caractérisation du régime politique le principe juridique et constitutionnel du *rôle dirigeant du parti* est d'importance décisive » (p. 9)... Il a en revanche parfaitement raison de souligner qu'au moment de son institution, le parti unique fut internationalement accepté. Il a raison aussi de rappeler que jamais son parti ne s'est réclamé du « marxisme-léninisme ».

Exquise formule aussi quand il décrit « une certaine union personnelle entre les membres dirigeants du PAICV et les membres du gouvernement » pour réaffirmer l'autonomie des organes de souveraineté. Il nous en ressort pour preuve que la liste (unique) de candidats devait obligatoirement être précédée d'une « ample consultation populaire », le peuple pouvant proposer des pré-candidats ou dire qu'il était hostile aux pré-candidats du parti... Mais outre qu'aucun débat d'orientation n'était ainsi possible, présenter comme démocratique ce qui n'était autre qu'une procédure permettant au parti unique de repérer quels seraient ses meilleurs candidats avant une décision qu'il était seul

habilité à prendre, revient à confondre gravement effort d'intégration (de la population par le parti) et souveraineté (de celle-ci). Non, le Cap-Vert n'a pas été un « parlementarisme de parti unique » et encore moins « en grande mesure un parlementarisme de représentants du peuple », à moins de confondre élection et ratification (p.13) !

Du reste, on aurait beaucoup aimé une analyse politique des différentes élections en temps de parti unique. L'auteur indique que le fameux système d'« ample consultation » du peuple préalable à la présentation des candidats a permis l'élection comme indépendant, en 1985, de Carlos Veiga, l'actuel Premier ministre (p. 41). Il ne nous dit pas que ce fut le seul cas, dans tout le pays, de toute l'histoire du parti unique. Par ailleurs il n'indique pas que le taux d'abstention à ces « élections » a toujours été fort (sauf les premières) : n'aurait-ce aucune signification politique ? Le virage pluraliste fut finalement décidé en février 1990 « après un sondage parmi la population » (p. 19). Quel aveu ! ce régime si près du peuple et aux instances « parfaitement démocratiques », obligé de réaliser un sondage pour savoir l'opinion de son peuple sur une option fondamentale !

Les pages qui racontent concrètement la transition pluraliste sont écrites comme si tout avait été parfaitement planifié, occultant totalement les résistances farouches au sein même du PAICV, les hésitations du pouvoir et le financement par l'État de l'ex-parti unique alors même que le pluralisme était déjà voté ? On laisse croire que le PAICV a organisé le tournant pluraliste de sa seule initiative. C'est une thèse courante, reprise internationalement par exemple par le *Courrier ACP-CE*. Rien n'est plus faux. Il est vrai qu'il y a très tôt eu, au sein du PAICV, des gens favorables au pluralisme, comme Renato Cardoso (assassiné en 1989) : il est vrai que le Premier ministre Pedro Pires et très probablement le président Aristides Pereira y ont aussi été favorables. Mais la forme de ce pluralisme et son rythme n'avaient absolument pas été définis (au début, il s'agissait de faire coexister un parti, toujours unique, et des groupes

de citoyens indépendants mais purement locaux — l'auteur n'en dit mot). Enfin, occulter la pression permanente de l'opinion publique cap-verdienne sous prétexte que, contrairement au Bénin et au Mali, il n'y a pas eu révoltes violentes, c'est réécrire l'histoire. L'une des grandes qualités de ce pays africain est précisément qu'il y a toujours eu expression de son opinion publique. Oubliées les manifestations du début des années quatre-vingt à Santo Antao contre la réforme agraire bureaucratiquement engagée ? les manifestations de jeunes à Mindelo en 1987 contre le parti unique et les syndicats fantoches ? la crise de la municipalité de Praia en 1989 ? la vitalité du seul journal d'opposition, *Terra Nova*, toléré parce qu'émanant de l'incontournable Église catholique ? Enfin il est un peu fort de café de passer totalement sous silence les deux grandes crises politiques du régime : l'expulsion desdits « ministres trotskystes » en 1979 et la séparation de la Guinée-Bissau ; événements qui, tous deux, posaient déjà précisément le problème de la démocratie politique.

L'auteur ne donne absolument pas son avis sur les élections de janvier-mars 1991, se contentant de reproduire laconiquement des opinions tierces. Il est beaucoup plus prolix en revanche sur les municipales de décembre 1991 qui ont vu un succès bien plus mitigé du MpD, une forte hausse de l'abstention et ce qu'il croit être une remontée du PAICV. Ce qui est bien contestable. Le MpD, il est vrai, ne retrouve que 60 % de ses voix (et non de son pourcentage) du début de l'année alors que le PAICV en récupère 81 %, mais cela signifie qu'il a encore perdu un cinquième de son électorat déjà résiduel de janvier (30 % des voix) !

La montée en force des « groupes locaux » de citoyens, dont notamment le MPRSV de S. Vicente est en revanche justement soulignée. Est-ce parce que le « paradis » promis par l'ancienne opposition n'est pas venu ? Certes. Mais s'il n'est pas venu, c'est notamment parce que le MpD au pouvoir a appliqué sa ligne de libéralisme économique, pratiquement la même que celle à laquelle était finalement parvenu le PAICV !

Je pense que ce livre est très typique de l'état actuel de la pensée politique des héritiers d'Amílcar Cabral : la population a, c'est incontestable, voulu changer l'élite politique du pays ; mais ce désaveu ne concernerait pas le passage par le parti unique ; une « étape » d'unicité partisane aurait été nécessaire pour construire la nation et c'est grâce à ce « paternalisme assumé » (p. 7) que la démocratie pluraliste aurait pu être implantée ensuite. Paternalisme, certes, et jusqu'au bout, puisque la démocratie pluraliste n'est toujours pas vue comme une aspiration populaire mais comme une décision du parti unique ! Ce faisant, l'auteur est en accord avec l'opinion de l'époque de nombre d'intellectuels de gauche européens qui aujourd'hui (disons depuis 1989-1990) crient très fort contre les partis uniques.

Ce qui montre la supériorité de l'élite politique du PAICV sur bien des partis africains, c'est qu'en situation de défaite, elle est capable d'exprimer finement tout cela et, de surcroît, d'obtenir son affiliation à la deuxième Internationale qui exclut les partis uniques. Il est tout à fait certain que nombreux, au FMI et à « Lomé », ont été stupéfaits de la défaite du PAICV et l'ont regrettée. C'est que le Cap-Vert était un modèle du genre : un parti unique sans fusillade et (presque) sans tortures avec des dirigeants capables. N'est-ce pas cela, le *good government*, qui a remplacé bien vite la démocratie dans les préoccupations africaines réelles des grands de ce monde ? [M.C.]

TIANO (André) - **A bas le dogmatisme. Les politiques de développement des pays du Tiers-Monde.** - Paris, Economica, décembre 1991, 401 p.

Voici un ouvrage « abondant » par sa matière et original dans son cheminement dont l'accès n'a peut-être pas été aidé par son titre : à une époque où les slogans ne paient plus (hélas !), afficher un engagement peut sembler « ringard » à certains ; et le caractère discret

et trop général du sous-titre n'a probablement pas racheté ce possible vice de forme pour un public souvent désabusé... ou au contraire plein de la certitude des idéologies dominantes.

L'engagement est pourtant le fil directeur de ce livre dense, fait, nous dit l'auteur, *de recherches, d'analyses, d'efforts de pédagogie et de passion*, déployés au cours d'une trentaine d'années d'activités tournées vers les pays du Tiers-Monde. Sa déclaration de guerre au dogmatisme constitue une dénonciation des prêts à penser qui ont souvent servi de base à des politiques de développement ayant finalement abouti à la *perversion des systèmes étatiques* comme à celle des pratiques libérales. Ainsi le cheminement proposé, chapitre après chapitre, à travers les principaux champs des politiques globales et sectorielles ne s'accompagne surtout pas de recettes mais plutôt d'un exposé des motifs et des enjeux suivi de *certitudes et doutes*, qui concluent, sur un mode personnel et d'une grande (et rare) honnêteté, le bilan dressé par l'auteur. Pas de cours magistral, donc, mais une mise à plat de la grande diversité des politiques, de leurs réussites et de leurs échecs, liée à la grande diversité des situations nationales.

L'ouvrage offre une progression — abondamment référencée — à travers 15 chapitres thématiques, allant de la satisfaction des besoins fondamentaux à la configuration et aux grandes fonctions de l'État en passant par : la sécurité alimentaire, les réformes agraires et les politiques agricoles, les stratégies d'industrialisation et de transfert de technologie, les politiques de formation, de financement, de prix, la gestion de la dette, la coopération entre les PVD et les relations avec les multinationales... Il est complété par quatre études de cas : Corée, Chili, Algérie et Côte-d'Ivoire. A noter deux études-pays supplémentaires (Brésil et Chine) publiées pour des raisons éditoriales dans la revue *Mondes en développement* (n° 68, 1989 et n° 70, 1990), soit au total deux cas étudiés par grand continent.

Face à une telle diversité des

champs d'analyse, l'auteur suggère pour l'utilisation de l'ouvrage, aussi bien l'approche linéaire classique que l'approche ponctuelle et plus directe par un chapitre, voire une « entrée » par la conclusion qui constitue un condensé extrêmement tonique du propos et de sa thèse principale.

Car si André Tiano dénonce les *prétentions à l'exclusivité* de certaines politiques (notamment les prescriptions uniformes de la Banque mondiale) et s'il rappelle que *le gouvernement de l'économie doit être souple et pragmatique* (contrairement aux crispations des dispositifs centralement planifiés), il a cependant une thèse-pivot, déjà développée dans d'autres publications à une époque où il croisait le fer avec feu les économistes « dépendantistes » et qu'il appelle *la dialectique de la dépendance*. A savoir : la dépendance existe mais les PVD peuvent agir, et ils peuvent la diminuer en utilisant la concurrence à laquelle se livrent les puissances dominantes.

Et c'est peut-être sur ce point que l'on peut avancer une critique du « style » de l'ouvrage qui — à certains égards — hésite entre le « livre à thèse » et la revue — pour ne pas dire le manuel, bien qu'il n'en ait absolument pas le ton. Plutôt que tout vouloir revisiter, une approche plus ciblée eût peut-être été plus percutante... mais aussi moins pédagogique.

Parmi les multiples analyses, on pointera plus particulièrement le débat sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaire, sur le transfert de technologie (pour lequel A. Tiano possède une expérience très pratique) et sur l'habile utilisation des firmes multinationales, que l'on ne peut exclure mais avec qui on peut contracter en posant des conditions réalistes mais nécessaires.

Enfin, c'est probablement dans les études-pays que s'exprime le mieux et en condensé la libre pensée de l'auteur et « son éclatisme idéologique engagé ». On citera, à titre d'exemple et d'invitation, les sous-titres des deux chapitres consacrés aux pays africains : *l'Algérie, une génération perdue dans la fuite en avant et la Côte-d'Ivoire : ni miracle, ni mirage tropical, une réalité bien tempérée*. [B. C.]

AIPLF/CEAN. - La dévaluation du franc CFA - Bordeaux, 1994, 206 p.

Ce dossier documentaire produit sans tarder une large collection, établie selon des critères judicieux, de textes publiés dans la presse autour de la dévaluation du 11 janvier 1994. Outre les articles fournis par les experts hexagonaux que le lecteur a peut-être déjà lus ou parcourus, le dossier restitue les réactions de la presse africaine francophone, sources d'un accès beaucoup moins facile et d'une richesse très instructive quand elle ne sert pas seule-

ment le discours officiel. Enfin, l'introduction claire et bien enlevée, rédigée par Bernard Conte, assure une orientation pédagogique à l'utilisation de cette documentation.

Un seul regret : la sélection des textes ne comporte pas de points de vue recueillis hors du champ francophone. Pourtant les « anglo-saxons », pour ne parler que d'eux, avaient depuis longtemps produit des analyses que cette dévaluation ne fait qu'entériner. Quelques extraits des réactions de leur presse n'auraient pas été superflus. Il faudra y penser pour le dossier sur la prochaine dévaluation... [P. Q.]